

Synthèse des échanges et des écrits déposés

lors de la réunion publique « Le grand débat » du 25 janvier 2019

TVA :

- Baisser la TVA sur les produits de premières nécessités à 2% : électricité, gaz, les produits non transformés, etc. L'électricité c'est 52% de taxe et une TVA à 20% alors que c'est une énergie de première nécessité. En contrepartie, taxer plus les produits de luxe.
- Mise en place d'une taxe carbone sur les produits qui viennent de loin (avion, bateau) pour favoriser la production de proximité.

Productions :

- Encourager ce qui se produit localement
- Etre auto-suffisant au sein de l'Europe surtout sur l'alimentaire
- Faire revenir les entreprises en France en baissant les charges
- Les entreprises étrangères ne devraient plus pouvoir répondre aux appels d'offre des administrations sauf si leurs moyens de production sont installés en France.

Impôts :

- Créer plus de tranches pour l'impôt sur le revenu, des tranches plus progressives
- L'ISF : les plus riches peuvent faire un effort.
- Demander à toutes les personnes non imposables de payer 20 ou 30 euros par an
- Supprimer la CSG sur les retraites
- La Taxe d'habitation est une taxe injuste qui devrait être supprimée pour tout le monde.
- Il y a trop de niches fiscales
- Imposition des GAFA
- « On a payé la construction de nos autoroutes et on doit payer pour rouler dessus » !

Les aînés :

- La retraite devrait pouvoir couvrir les frais de placement en maison de retraite
- Les entreprises privées (maisons de retraite) ne devraient pas avoir le droit de se faire de l'argent sur le dos des aînés.
- Les réformes des caisses de retraite maintiennent au travail des personnes qui auraient dû partir à la retraite. Il y a une explosion des arrêts maladie des salariés âgés.
- La retraite de base à points ferait que les personnes qui ont « galéré » durant leur vie active vont « galérer » à la retraite. Tout le monde devrait avoir un revenu acceptable.
- Pour mieux accompagner la fin de vie, déterminer le nombre de soignants et d'accompagnants nécessaires en EHPAD et à domicile selon un plan annuel, adapter les diplômes, répartir les postes de façon autoritaire si le cadre libéral ne permet pas de tout assumer et soutenir financièrement correctement les associations qui se dévouent au problème.
- Aucune retraite ne devrait être inférieure à 1200 euros net

Egalité :

- **Constats**

- Le système libéral donne trop de pouvoir aux actionnaires au détriment du reste de la société
- Fossé trop important entre d'un côté des gens très riches et riches de l'autre côté des gens qui n'arrivent pas à subvenir à leurs besoins de base.
- Ceux qui sont obligés de prendre la voiture pour travailler ne peuvent pas accepter la taxation des carburants alors que cela ne va pas déranger ceux qui ont des transports en commun à côté de chez eux.
- Ceux qui gagnent juste au-dessus du SMIC n'ont pas le droit à des aides (prime d'activité, ...) et payent tout plein pot. De ce fait, les fins de mois sont très difficiles.

- **Solutions proposées**

- L'Etat devrait redistribuer les richesses
- Le logement et le transport représentent souvent 50% d'un SMIC. Ce n'est pas possible notamment pour les familles monoparentales. Faire une étude sur le montant qu'il faudrait gagner par région pour couvrir ces frais de base.
- Est-ce qu'il ne faudrait pas indexer le prix de l'électricité aux revenus des gens ?
- Dans notre région on est défavorisés pour étudier, se transporter, se soigner... SOS médecins ne vient pas jusqu'ici. Il faudrait au moins un médecin de garde.
- Le revenu universel pourrait être une réponse collective.
- L'égalité des chances pour étudier : beaucoup d'étudiants échouent dans leurs études car ils sont obligés de travailler en même temps. Ceux qui ne peuvent être soutenus par leur famille devraient recevoir une aide d'où des économies en allocations chômage et investissement pour la jeunesse.
- 30 milliardaires possèdent autant que la moitié de la population mondiale. Ils font en sorte de garder leurs richesses. Il faudrait inverser ce rapport de force.

L'Europe :

- **Constats**

- L'Europe actuellement est organisée pour satisfaire le capital et les actionnaires.
- Le lobbying qui se pratique à Bruxelles se fait au détriment du citoyen et au bénéfice des entreprises (exemple du glyphosate).

- **Solutions proposées**

- Il faudrait revenir à une Europe humaine.
- Il faudrait unifier les salaires et les impôts dans toute l'Europe pour éviter le dumping social.
- Que ce soit un pays à 25 Etats comme Les Etats Unis.
- Il ne devrait plus y avoir de paradis fiscal en Europe.

Environnement :

- **Constats**

- Le glyphosate permet de travailler. La chimie dans l'agriculture permet de nourrir les 600 millions d'européens. « Ceux qui produisent polluent ; ceux qui consomment, jamais »
- La vie sur terre disparaît du fait de l'usage des pesticides.
- Les téléphones portables font presque autant de dégâts que les pesticides et on n'en a pas besoin pour manger.
- Il est recommandé d'utiliser moins les voitures mais il y a de plus en plus

d'avions, de porte-conteneurs, de paquebots-croisière qui parcourent le monde...

- **Solutions proposées**

- Concernant l'eau potable, il faudrait que les élus en garde la gestion directe et ne pas la laisser être entre les mains des groupes internationaux comme Véolia.
- Lancer la fabrication de camions non polluants et de voitures à hydrogène
- Il faudrait prendre la précaution de ne plus répandre de pesticide à moins de 500 mètres des habitations.
- Les communes devraient privilégier l'utilisation d'ampoules LED
- Les emballages en plastique devraient être interdits et remplacés par le bioplastique, biodégradable et compostable à domicile en 12 semaines.
- Faire sauter le verrou imposé par le Ministère de la Culture interdisant les panneaux solaires dans les 500 mètres autour d'un monument classé même sous condition d'invisibilité depuis l'oeil du visiteur.
- Obliger les nouvelles constructions d'usines, de grandes surfaces, de gares, de bâtiments publics à intégrer dans leur demande de permis de construire l'installation de panneaux solaires.
- Encourager le covoiturage à l'échelon local pour mutualiser les besoins par une régie municipale ou privée.
- Une taxe sur les conducteurs seuls à bord les jours de pollution dans les villes de plus de 20000 habitants (en plus de l'obligation de vignette Crit'Air d'indice maximum) pourrait aider au financement de bornes publiques de recharge rapide pour les voitures électriques, ainsi qu'un fond d'aide à l'achat de 2 roues électriques.
- Voter une loi permettant de verbaliser les personnes surprises à jeter des mégots, détritiques ou emballages vides sur la voie publique (y compris les bords des routes).
- Inciter les associations de marche, de chasse... à pratiquer une fois par an un ramassage de détritiques sur un itinéraire imposé.
- Interdire progressivement les bouteilles en plastiques et revenir à la pratique de la consigne des bouteilles en verre.

Organisation politique :

- **Constats**

- Trop de Ministres.
- Le sénat fait doublon avec l'assemblée et les Sénateurs sont consultés deux fois par an en étant payés 14 000 euros par mois.
- La suppression d'élus locaux risque fort de se faire au détriment des territoires éloignés ou défavorisés.

- **Solutions proposées**

- Retirer les privilèges aux anciens Présidents et à l'ensemble des anciens élus (Ministres, etc)
- Cesser la reprise de fonctions des anciens élus dans les institutions de la République
- Reconnaissance du vote blanc
- Moins de ministres
- Révocation possible du Président
- Un candidat ne pourrait pas être élu avec moins de 30% des suffrages exprimés
- Les revenus et avantages des élus devraient être plus largement communiqués, par le Journal Officiel et, par exemple, par la communication d'une grille annuelle dans les principaux médias
- Suppression du Sénat
- Le vote devrait être obligatoire.

- Les anciens Présidents ne devraient pas faire partie du Conseil Constitutionnel
- Il faudrait que les Maires continuent d'être la courroie de transmission dans l'avenir, pas juste occasionnellement.
- Il faudrait que la République évolue. Il faudrait qu'on revienne au vivre ensemble
- Il ne faudrait pas que les élus soient motivés par l'argent.
- Il y a 650 fonctionnaires plus payés que le Président de la République ou le Premier Ministre. Ils sortent de l'ENA. Suppression de l'ENA

Services publics :

- L'hôpital n'est pas une entreprise : dans le cadre d'une hospitalisation, l'hôpital devrait fournir les médicaments. Certains hôpitaux ont leur parking payant
- Eau, gaz, électricité, autoroutes, aéroports devraient rester en gestion publique. Avec les privatisations, les prix ont augmenté fortement.
- « On bourre le crâne des enfants à l'école, au lieu de leur apprendre à penser. Plus de coopération, moins de compétition ».